



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 113 – 4 MAI 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITÉ REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITÉS
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ÉNERGIE ET MATIÈRES PREMIÈRES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**38 MDS USD DE
TRANSFERTS DE
FONDS EN
AFRIQUE
SUBSAHARIENNE
EN 2017 DONT
60 % VERS LE
NIGERIA**

KENYA :
REVALORISATION DU
SMIC

TANZANIE : VISITE
D'UNE IMPORTANTE
DELEGATION DU
MEDEF
INTERNATIONAL

BURKINA FASO :
LES NATIONS UNIES
S'ENGAGENT À
APPORTER 300 MDS
FCFA (457 M EUR)

UGANDA :
ÉLECTRICITÉ -
SIGNATURE D'UNE
CONVENTION DE
FINANCEMENT DE
L'AFD D'UN MONTANT
DE 37,1 M EUR

SEYCHELLES : SIGNATURE
D'UN ACCORD DE PRÊT
DE 20 M USD POUR LES
TRAVAUX D'EXTENSION
ET DE RENOVATION DU
QUAI COMMERCIAL DU
PORT DE VICTORIA

BENIN : RELANCE DE LA
PRODUCTION APICOLE
EN VUE D'EXPORTER
SUR LE MARCHÉ
EUROPÉEN

NIGER : SAVANNAH
PETROLEUM ANNONCE
LA DÉCOUVERTE D'UN
IMPORTANT GISEMENT
PÉTROLIER

NIGERIA : SUSPENSION
DU PROCESSUS DE
VENTE DE 9MOBILE



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Congo : réunion à Pointe Noire du Comité régional de facilitation des échanges en Afrique centrale (CRFE-AC)

Le Comité, composé d'experts de la CEEAC et de la CEMAC et de représentants du secteur privé, a tenu sa première réunion le 30 avril. Les travaux ont porté sur la mise en place et le fonctionnement des comités nationaux ad hoc et la présentation du projet d'appui institutionnel à la mise en œuvre de l'accord AFE ratifié dans le cadre de l'OMC. Le Comité a également validé le texte portant création d'un comité régional et adopté la feuille de route dudit comité. La dernière réunion des ministres de la zone franc du 13 avril à Brazzaville avait mis en lumière la faiblesse chronique des échanges intracommunautaires – à peine 3,6 % des échanges globaux en 2017 – et avait invité les pays à renforcer leur intégration.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : signature à Brazzaville du protocole d'accord pour la création du Fonds bleu pour le bassin du Congo

Plusieurs chefs d'État et de gouvernement ont signé, le 29 avril à Brazzaville, le protocole d'accord instituant le Fonds bleu pour le Bassin du Congo. Ce Fonds, dont le besoin de financement est estimé à 3 Mds EUR, a pour vocation d'améliorer la gestion intégrée des eaux dans la dizaine de pays concernés. Il devrait permettre de réaliser des projets hydroélectriques, de traitement des eaux ou d'irrigation. En revanche, la RDC, représentée aux assises de Brazzaville par le vice-Premier ministre et ministre chargé des Transports et Communications, a refusé de signer ce document.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Recommandations de la Banque mondiale pour l'électrification en Afrique Subsaharienne

Africa Pulse, le dernier rapport semestriel de la Banque mondiale sur l'état des économies africaines paru le 17 avril, contient une section dédiée à l'électrification de l'Afrique subsaharienne. La Banque met particulièrement l'accent sur l'amélioration de la gouvernance du secteur comme un facteur essentiel de l'accroissement de l'accès à l'électricité. La rationalisation des prix de l'électricité, la réduction des barrières réglementaires limitant les investissements du secteur privé dans la production sur et hors réseau, ou encore l'amélioration de la transparence et de l'efficacité des opérations des compagnies d'électricité sont des étapes essentielles à la hausse de la rentabilité du secteur et à la création d'un environnement d'investissement favorable.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique de l'Est : perspectives économiques mondiales du FMI, une performance régionale au-dessus de la moyenne subsaharienne**

Le FMI a publié la semaine dernière son nouveau rapport sur les perspectives économiques mondiales. Les prévisions de croissance pour l'Afrique de l'Est et l'océan Indien pour 2018 ont été dans l'ensemble revues à la baisse ; l'ajustement pour les Comores et la Somalie est particulièrement marqué (cf. tableau ci-dessous). Malgré cela, le FMI prévoit une croissance de 4,9 % pour la région, soit une performance qui resterait supérieure à la croissance attendue en Afrique subsaharienne (3,4 %).

Perspectives économiques selon le FMI

En %	Prévisions du WEO d'octobre 2017		Prévisions du WEO d'avril 2018	
	2017	2018	2017	2018
Burundi	0,0	0,1	0,0 ●	0,1 ●
Comores	3,3	4,0	2,5 ●	3,0 ●
Djibouti	7,0	7,0	6,7 ●	6,7 ●
Erythrée	3,3	3,6	5,0 ●	4,2 ●
Ethiopie	8,5	8,5	10,9 ●	8,5 ●
Kenya	5,0	5,5	4,8 ●	5,5 ●
Madagascar	4,3	5,3	4,1 ●	5,1 ●
Maurice	3,9	4,0	3,9 ●	3,9 ●
Ouganda	4,4	5,2	4,4 ●	5,2 ●
Rwanda	6,2	6,8	6,1 ●	7,2 ●
Seychelles	4,1	3,4	4,2 ●	3,3 ●
Somalie	2,4	3,5	1,8 ●	2,5 ●
Soudan	3,7	3,6	3,2 ●	3,7 ●
Soudan du Sud	-6,3	-3,4	-11,1 ●	-3,8 ●
Tanzanie	6,5	6,8	6,0 ●	6,4 ●
<i>Afrique subsaharienne (i)</i>	2,6	3,4	2,8 ●	3,4 ●
<i>Afrique de l'Est & Océan Indien (ii)</i>	5,3	5,6	4,8 ●	4,9 ●

Lecture :

● prévision inchangée, ● prévision revue à la hausse, ● prévision revue à la baisse, (e) : estimation

Notes :

(i) Source : Rapport WEO (*World Economic Outlook*), FMI, prévisions d'automne 2017 et de printemps 2018

(ii) Calculs du SER de Nairobi

✉ benoit.gauthier@dgtrésor.gouv.fr

▼ **38 Mds USD de transferts de fonds en Afrique subsaharienne en 2017 dont 60 % vers le Nigéria**

Selon l'édition 2018 du rapport sur les migrations et les envois de fonds de la Banque mondiale, les montants transférés par la diaspora vers l'Afrique subsaharienne auraient atteint 38 Mds USD en 2017 (+11,4 % par rapport à 2016), et près de 446 Mds USD pour l'ensemble des pays en développement sur la période, un chiffre en progression de 8,5 % selon la Banque. Concernant la zone Afrique de l'ouest anglophone, le Nigéria se classe comme le 5^{ème} pays récipiendaire au monde et le premier du continent, avec 22 Mds USD versés en 2017, suivi du Ghana avec 2,2 Mds USD. Au Libéria, les fonds versés (0,6 Mds USD) contribuent pour plus de 27,1 % du PIB en 2017, ce qui en fait le 6^{ème} pays le plus dépendant au monde.

📧 Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Niger : 22 Mds FCFA mobilisés sur le marché régional

La direction générale du Trésor et de la comptabilité publique a levé 22 Mds FCFA (33,5 M EUR) sur le marché financier de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). L'émission de bons assimilables du Trésor (BAT) par adjudication à 6 mois a été sursouscrite à hauteur de 35 Mds FCFA (33,5 M EUR), sur 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) initialement sollicités. La valeur nominale des bons est d'1 M FCFA avec des taux d'intérêt marginal et moyen pondéré de respectivement 6,45 % et 5,98 %. Cette émission vise à assurer la couverture des besoins de financement du budget de l'État 2018.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Cameroun : le déficit budgétaire camerounais réduit de près de 4 points entre 2016 et 2017

Selon la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), le déficit budgétaire du Cameroun passerait de 6 % du PIB à 2,5 %. Cette performance serait attribuable aux mesures budgétaires prises par l'État, parmi lesquelles on peut retenir l'intensification de la collecte des recettes non pétrolières (1 769 Mds FCFA en 2017 contre 1 615 Mds FCFA en 2016) et le lancement d'un processus de gestion plus efficiente de la trésorerie publique, avec notamment la réduction du train de vie de l'État.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Burundi : plus de 40 % de la population burundaise en situation de sous-emploi

Dans un récent rapport sur l'emploi, l'Institut des statistiques et études économiques du Burundi (ISTEEBU) fait le point sur les résultats de l'enquête modulaire sur les conditions de vie des ménages (2013/2014). Cette enquête révèle un taux de chômage particulièrement faible, à savoir 2,4 %. Cependant, 41,3 % des enquêtés déclarés « actifs occupés » sont en réalité touchés par le sous-emploi dans la mesure où ils travaillent moins de 30 heures par semaine. Le sous-emploi est prédominant en milieu rural où le taux de chômage est quasiment nul.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : revalorisation du SMIC

A l'occasion de la journée internationale des travailleurs, le président Kenyatta a annoncé une revalorisation du salaire minimum de 5 % avec effet immédiat, arguant que cette hausse était justifiée par l'inflation, établie à 4,8 % en janvier 2018 en glissement annuel. De leur côté, les organisations syndicales de travailleurs ont souhaité des gages de mise en œuvre réelle de cette revalorisation, alors que la revalorisation du SMIC de 18 % décidée en 2017 ne serait toujours pas pleinement effective selon elles. De son côté, l'association des industriels kenyans a exprimé ses craintes face à cette nouvelle revalorisation, arguant qu'elle mettrait en péril les emplois manufacturiers, dans la mesure où elle n'était pas indexée sur la productivité.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : essoufflement du prix du foncier à Nairobi en 2017

Le prix moyen des terrains à Nairobi a augmenté de 3,7 % en 2017, contre une croissance annuelle moyenne de 17 % sur la période 2010-2016. Cet essoufflement du prix du foncier s'explique par plusieurs facteurs, au premier rang desquels la prolongation de la période électorale qui a encouragé les comportements attentistes des investisseurs. Par ailleurs, la loi d'encadrement des taux bancaires, effective depuis septembre 2016, a rendu plus difficile les conditions d'accès au crédit bancaire pour les investisseurs immobiliers : fin janvier 2018, le taux de croissance du crédit au secteur immobilier s'est ainsi élevé à 8,4 % contre 10,3 % l'année précédente. Enfin, l'offre de locaux commerciaux est désormais en surcapacité de 4,7 millions de m² en 2017, entraînant un net déclin de la demande de terrains destinés à des fins de développement commercial.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : hausse de 4,9 % des arrivées de touristes au premier trimestre 2018

Après un léger repli enregistré en 2017, les arrivées de touristes à Maurice sont reparties à la hausse au premier trimestre 2018 pour atteindre 356 415, soit une hausse de 4,9 % par rapport à au premier trimestre 2017. 63 % des touristes sont originaires d'Europe (+8,3 % par rapport à l'année précédente) dont 23 % de France, 10 % d'Allemagne et 9 % du Royaume-Uni ; 20 % sont originaires d'Afrique (+3,2 %), 13 % d'Asie (-8,1 %) et les 4 % restant du reste du monde.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Dodoma promue au statut de 6^{ème} « ville »

Lors des commémorations du 54^{ème} anniversaire de l'Union, le Président John Magufuli a accordé le statut de « ville » à Dodoma, qui bien que capitale administrative et 6^{ème} ville du pays en nombre d'habitants, ne bénéficiait jusqu'alors que du statut de « municipalité ». Dodoma, où ont été relocalisés progressivement tous les membres du gouvernement et les administrations depuis 2016 – le Président devant lui-même s'y installer d'ici la fin de 2018 – a connu un accroissement spectaculaire en l'espace de 5 ans, passant de 450 000 en 2012 à 700 000 habitants en 2017. La décision présidentielle sera suivie d'une procédure administrative et financière qui permettra à la ville de mettre en œuvre son plan d'urbanisme en cours d'élaboration. L'une des priorités des autorités locales est la construction d'habitations à coût abordable.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : la CCIFG, en collaboration avec KPMG, organise un petit déjeuner abordant le budget 2018

La Chambre de Commerce et d'Industrie France Ghana (CCIFG) en collaboration avec KPMG a organisé, le 12 avril 2018 un petit déjeuner d'affaires pour aborder le budget 2018 du pays ainsi que son impact sur les secteurs majeurs du pays. L'intervenant de KPMG, Robert Dzato, a présenté les différents indicateurs macro-économiques de 2017, avec de belles améliorations par rapport à 2016. La croissance du PIB pour 2017 a été de 7,9 % et en 2018, le Ghana pourrait devenir l'économie africaine la plus en croissance. Le PIB ghanéen est estimé à 202 Mds GHS (37 Mds EUR), dominé par le secteur des services, qui représente 53,4 % du PIB. L'industrie et l'agriculture représentent respectivement 23,6 % et 23 %. Il a mentionné les réformes fiscales engagées par le gouvernement qui a intitulé son budget 2018 « remettre le Ghana au travail », axé sur la création d'emplois et la croissance.

✉ michelle.halm@ccifranceghana.com

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ **Ethiopie : encore loin de la libéralisation de ses marchés**

Le Président l'a encore rappelé lors de sa mission en Pologne : l'Ethiopie n'est pas encore prête à ouvrir ses systèmes bancaires et de télécommunications aux investissements étrangers. Cependant, il a assuré l'intérêt du pays à voir entrer des entreprises étrangères dans les secteurs agricoles et industriels. Le premier ministre Abiy Ahmed avait annoncé lors de son investiture que de nombreuses réformes politiques se produiront dans le pays.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : recours à un arbitrage londonien par une société pétrolière indienne, contre l'Etat soudanais**

La société indienne Oil and Natural Gas Corp., à qui le Soudan doit 425 M USD, garantis par l'Etat soudanais, a introduit un recours en arbitrage auprès d'une instance londonienne, portant sur un montant de 99 M USD.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : visite de normalisation du secrétaire d'Etat américain adjoint au Trésor Marshall Billingslea**

Lors de sa visite au Soudan, Marshall Billingslea a rencontré le ministre soudanais de la Défense, qui a réaffirmé l'engagement de son pays à respecter les résolutions des Nations unies concernant la Corée du Nord, et à coopérer contre le terrorisme. M. Billingslea a indiqué que (i) Washington était prêt à poursuivre le processus de normalisation avec le Soudan, (ii) le Soudan devait être davantage intégré à l'économie mondiale, (iii) son pays avait informé les pays de la péninsule arabique que les restrictions bancaires pour le Soudan étaient levées.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : visite d'une importante délégation du MEDEF International**

La visite d'une délégation du MEDEF International de plus d'une trentaine d'entreprises françaises, représentant un large panel de secteurs (notamment transports, infrastructures, industrie, aéronautique, défense, logistique, énergie, TIC, eau et assainissement), s'est tenue à Dar es Salaam et Dodoma du 16 au 18 avril. Conduite par Momar Nguer, président du conseil d'affaires France-Afrique de l'Est du MEDEF International et Président Marketing & Services et membre du comité exécutif de Total, la délégation a rencontré plusieurs ministres tanzaniens et a tenu un Forum organisé conjointement avec TPSF (*Tanzania Private Sector Foundation*) sur les opportunités d'affaires ainsi que des sujets ciblés comme la fiscalité, la part locale (local content) et les PPP.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Burkina Faso : les Nations unies s'engagent à apporter 300 Mds FCFA (457 M EUR)

Le Burkina Faso et les Nations unies ont procédé le 27 avril 2018 à Ouagadougou à la signature du cadre de coopération 2018-2020. A travers ses 19 agences, ses programmes et fonds, l'organisation internationale s'engage à apporter près de 300 Mds FCFA (457 M EUR) sur 3 ans, en soutien au Programme d'urgence du Sahel (PUS), sous-composante du Plan national de développement économique et social. Le PUS vise à améliorer les conditions sécuritaires et à réduire la pauvreté dans la région du Sahel.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : nouveau plan de développement urbain pour Adama

L'administration de la ville d'Adama, ville de 500 000 habitants située au sud-est de la capitale, a présenté la semaine dernière un projet de plan directeur à ses résidents, visant à étendre et à moderniser la ville. Le plan propose un agrandissement de la superficie urbaine de 20 000 hectares, qui seront répartis entre 30 % d'espace vert, 30 % de construction habitable et de bureaux et 40 % dédiés aux infrastructures urbaines. A l'issue de cette expansion, la superficie de la ville s'établira à 33 000 km² contre 13 000 km² actuellement. Le nouveau plan directeur propose plusieurs projets phare, comme le parc industriel d'Adama (*Adama Industrial Park*), qui vise la création de 80 000 nouveaux emplois et qui devrait être prochainement inauguré ou encore la création d'un lac artificiel.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : électricité - signature d'une convention de financement de l'AFD d'un montant de 37,1 M EUR

Une convention de financement de 37,1 M EUR a été signée entre le gouvernement de l'Ouganda et l'AFD en tant que financier principal, en présence de KfW, co-financier du projet de construction puis d'extension d'une ligne à haute tension entre les villes de Masaka et Mbarara. La ligne initialement mise en service sera d'une capacité de 225 KV, capacité qui doit être portée à 400 KV à l'horizon 2025. Le montant total du projet est estimé à 84,7 M EUR. L'AFD et la KfW s'associent pour le financer avec des prêts respectifs de 37,1 M EUR et de 35 M EUR ; le Fonds fiduciaire EU-Afrique pour les infrastructures de l'Union européenne complète le financement.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : électricité - financement par Proparco de la production d'énergie verte à partir de résidus de sucre en Ouganda

Proparco a participé à un financement de 40 M EUR accordé à SCOUL, la troisième plus grande entreprise de fabrication de sucre en Ouganda, pour la construction d'une centrale de cogénération de 26 MW. Elle permettra à l'entreprise de produire de l'électricité verte à un prix compétitif pour répondre à ses propres besoins et d'en vendre une partie sur le réseau national. Proparco a accordé un prêt de 20 M EUR associé à un financement de la banque de développement néerlandaise FMO d'un montant équivalent. L'unité de cogénération sera alimentée par de la bagasse, résidu fibreux issu du broyage de la canne à sucre.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Blockchain - projet d'association entre Binance et Cryptosavannah

Le CEO de la plateforme d'échanges de crypto-monnaies Binace, Changpeng Zhao, a annoncé, après sa rencontre avec la *Blockchain Association of Uganda*, une collaboration avec Cryptosavannah (hub africain centré sur l'innovation autour de la *blockchain*), portant sur le développement des crypto-monnaies. L'objectif est de favoriser la transformation économique ougandaise et de créer des emplois via la technologie *blockchain*. L'entreprise d'origine chinoise Binance est considérée comme étant la plus grande plateforme d'échanges de crypto-monnaies au monde.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : la BAfD mise à l'honneur par le Président Magufuli

Le président de la BAfD, Akimumwi Adesina, était l'invité d'honneur du Président Magufuli lors du 54^{ème} anniversaire de l'Union, à Dodoma. Selon Akimumwi Adesina, la BAD investira 1,5 Md USD au cours des deux prochaines années en Tanzanie. La BAfD, qui soutient principalement les secteurs des transports et de l'énergie, devrait notamment octroyer un prêt concessionnel de 200 M USD pour le nouvel aéroport de Dodoma (Msalato) et financer des projets énergétiques qui contribueront à atteindre un taux d'accès à l'électricité de 82 % d'ici 2020. La BAD est également sollicitée par la Tanzanie pour financer le projet controversé de barrage des Stiegler's Gorge (2100 MW) dans la réserve du Selous (sud). Le portefeuille actif de la BAD en Tanzanie représente 2 Mds USD.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : signature d'un accord avec la Banque mondiale pour lutter contre la malnutrition

En marge des réunions du printemps de la Banque mondiale à Washington, le ministre rwandais des Finances et de la Planification économique, Dr Uzziel Ndagijimana, et le vice-président de la Banque, Makhtar Diop, ont signé un accord de financement supplémentaire de 23 M USD pour aider à réduire les retards de croissance chez les enfants de moins de 5 ans dans 13 districts du pays. Le programme vise à accroître la couverture et la qualité des interventions nutritionnelles et de santé ainsi que les pratiques sanitaires.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ Seychelles : signature d'un accord de prêt de 20 M USD avec la Seychelles Port Authority pour les travaux d'extension et de rénovation du quai commercial du port de Victoria

L'AFD est partie prenante d'un groupe de bailleurs européens, mené par la Banque européenne d'investissements (BEI), qui soutient à hauteur de 44 M USD, un important programme de rénovation du quai multi-usages de Victoria. Le trafic conteneurisé pourrait passer de 60 000 EVP à plus de 130 000 EVP en 2040. Le projet comprend l'extension du quai existant pour le porter à 600 mètres et une extension de 6 ha des terre-pleins. En plus de son prêt de 15 M USD, la BEI apportera une assistance à maîtrise d'ouvrage financée par une subvention de 3 M USD. L'Union européenne octroie par ailleurs une subvention de 6,2 M USD. C'est le deuxième co-financement important réalisé par l'AFD et la BEI aux Seychelles, après leur association en appui au programme Neptune (eau et assainissement) pour 44 M USD octroyés en 2013, et en cours d'exécution.

✉ Hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la BEI et la BAfD entrent au capital de la Banque de développement du pays**

La Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque africaine de développement (BAfD) ont confirmé qu'elles collaboreraient au développement de l'investissement dans le secteur privé nigérian. Les deux institutions ont précisé le montant de ces financements, respectivement de 20 M USD pour la BEI et de 50 M USD pour la BAfD, qui seront destinés à alimenter le capital de la Banque de développement du Nigéria (DBN). Pour rappel, la DBN, qui a pour mandat le financement des MPME nigérianes, a obtenu sa licence bancaire au 1^{er} semestre 2017. Selon l'institution, moins de 5 % des près de 37 millions de PME du pays ont accès au crédit.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : la Chine confirme son intérêt pour les projets ferroviaires**

Une délégation chinoise composée du directeur de la National Development Reform Commission of China, l'Industrial and Commercial Bank of China, Sinosure, Bank of China, China Development Bank, China Exim Bank, Sany Group et China Civil Engineering Construction Corporation est actuellement au Ghana pour discuter des projets ferroviaires (Accra-Kumasi à l'est, Takoradi-Kumasi à l'ouest et la ligne centrale Kumasi Paga) dont le montant total des investissements avoisinerait 7 Mds USD. Ils doivent rencontrer le vice-Président Bawumia, qui s'était lui-même rendu à Pékin en juin 2017, où il avait signé une série de protocoles d'accord pour un montant total de 20 Mds USD.

✉ Gwenole.JAN@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Bénin : relance de la production apicole en vue d'exporter sur le marché européen

Le Bénin vient d'être officiellement inscrit sur la liste des 6 pays africains autorisés à exporter des animaux et des produits d'origine animale au sein de l'espace communautaire européen. La Commission européenne a entériné le plan de surveillance des résidus de médicaments vétérinaires dans les produits d'origine animale présenté par le Bénin. Le Laboratoire central de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments (LCSSA) a désormais la charge de la mise en place des technologies et des méthodes d'analyse spécifiques du miel et de leur processus d'accréditation.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : baisse de 10 % de la production de coton lors de la campagne 2017/2018

La campagne cotonnière 2017/2018 a été moins bonne que la précédente avec une production de 613 000 tonnes, soit une baisse de 10 % par rapport à la campagne 2016/2017. Le Burkina Faso perd ainsi sa place de 1^{er} producteur de coton du continent au profit du Mali. Selon les sociétés cotonnières burkinabè, cette chute de la production serait due à des facteurs climatiques (notamment une pluviométrie irrégulière). Néanmoins, la qualité du coton produit est bonne et l'association interprofessionnelle du coton au Burkina Faso prévoit une production nationale de coton graine à 836 000 tonnes pour la prochaine campagne, soit une hausse de 36,4 % en glissement annuel.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : reprise planifiée de la construction de la SFTL par *Mohan Exports India*

Sous la pression du ministre burkinabè du Commerce, le groupe indien doit reprendre la construction de l'usine de la Société de transformation des fruits et légumes (STFL), qui visait à produire 250 tonnes de tomates et 240 tonnes de mangue, en concentré, par jour. A l'arrêt suite à des erreurs de planification, de management et de gestion, les travaux devraient reprendre d'ici fin mai. Le coût initial du projet, chiffré à plus 8,1 Mds FCFA (12,3 M EUR), a été financé par la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) à travers les ressources de l'Exim Bank indienne (7,5 Mds FCFA, soit 11,4 M EUR) et du gouvernement burkinabè (528 M FCFA, soit 800 000 EUR).

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : un nombre croissant d'exploitants ghanéens se détournent du cacao**

En dépit du maintien par le Cocobod, régulateur du secteur, du prix payé aux producteurs de cacao, préservés ainsi des conséquences de la chute des cours en 2017, de plus en plus de fermiers abandonnent ce secteur au profit de la noix de cajou, l'hévéa ou encore de l'orpaillage illégal. Deuxième producteur mondial de cacao, le Ghana vend aujourd'hui à perte et le Cocobod lourdement endetté doit faire face à une situation financière tendue alors que son précédent directeur est actuellement jugé pour malversations et détournement de fonds.

✉ Gwenole.JAN@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : les négociants en bois demandent une baisse des droits de douane pour favoriser les importations**

Une fois n'est pas coutume, une association professionnelle ghanéenne, en l'occurrence celle des négociants en bois, plaide actuellement pour une baisse des droits de douane afin de faciliter les importations. A l'origine de leur requête, la surexploitation des forêts ghanéennes affectant la qualité des bois commercialisés dont 90% ne correspondrait pas aux standards minimum avec un risque d'accidents pour les constructions dans lesquelles ils sont utilisés.

✉ Gwenole.JAN@dgtresor.gouv.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Niger : Savannah Petroleum annonce la découverte d'un important gisement pétrolier**

La société pétrolière britannique *Savannah Petroleum* vient d'annoncer la découverte d'un important gisement pétrolier dans le puits onshore Bushiya-1, situé sur la partie R3 du contrat de partage de production R3/R4, dans le bassin d'Agadem, au sud-est du Niger. Les travaux de forage qui ont démarré le 31 mars 2018 ont permis d'atteindre une profondeur totale de 2 200 mètres. Les propriétés du réservoir seraient d'excellente qualité et contiendrait de l'huile légère, ce qui facilite l'exploitation du gisement.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Niger : la Sonatrach réalise son 1^{er} forage pétrolier dans la zone de Kafra**

La compagnie pétrolière algérienne Sonatrach a annoncé avoir foré son premier puit au Niger. Ce forage a été réalisé par le groupe chinois *Great Wall Drilling Co.* (GWDC) pour le compte de *Sonatrach International Petroleum Exploration and Production* (SIPEX), filiale internationale de Sonatrach. La SIPEX détient depuis 2005 un permis de prospection de recherche dans la zone Kafra au Niger, à une centaine de kilomètres de la frontière algérienne. En 2015, ce permis a été substitué par un accord de partage de production. Outre Sonatrach, la compagnie britannique *Savannah Petroleum* et le groupe chinois *China national petroleum corporation* (CNPC), parent de GWDC, sont également actifs dans le secteur pétrolier au Niger.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Cameroun : les exportations camerounaises de grumes augmentent fortement en 2017**

Ces exportations atteindraient 964 209 m³ en 2017 contre 737 017 m³ en 2016, soit une progression de 30,8 %. Pour ce qui concerne les bois débités, le Cameroun a exporté 666 157 m³ en 2017 contre 676 713 m³, l'année précédente, soit une baisse de 1,6 %. Le bois représente en 2017 le premier poste d'exportation (hors pétrole brut) du Cameroun.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : la concession du distributeur ghanéen d'électricité accordée au philippin MERALCO**

La *Millenium Development Authority* (MIDA) chargée de gérer le projet Power Compact a annoncé, la semaine dernière, l'octroi de la concession du distributeur ghanéen d'électricité, ECG, au philippin Meralco. L'offre concurrente du chinois BXC n'a pas été prise en considération, en raison de la découverte d'un conflit d'intérêt. Pour mémoire, face aux graves problèmes d'approvisionnement en électricité auxquels est confronté le Ghana depuis le début de la décennie, en raison de la situation financière des opérateurs publics, le Millenium Challenge Corporation américain a débloqué une enveloppe de 498 M USD.

✉ Gwenole.JAN@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Tanzanie : construction d'une nouvelle usine chimique en Tanzanie**

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et des Investissements, Charles Mwijage, a posé la première pierre d'une nouvelle usine de produits pour le traitement de d'eau, évaluée à 112 M USD, à Mlandizi dans la région de Kibaha au nord de Dar es Salaam. Enregistrée sous le nom Msufini Company, la société concernée est une joint-venture entre Junaco Company (Tanzanie) et Serba Company (Malaisie). L'usine, qui devrait démarrer d'ici 2 ans, devrait employer 1 000 personnes et fournir 119 tonnes de chlore par an, dont 80 % seront destinés à l'exportation.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : ouverture prévue en juin 2018 du parc industriel pharmaceutique de Kilinto**

Le parc industriel pharmaceutique de Kilinto, aujourd'hui réalisé à 70 %, devrait ouvrir en juin prochain dans la périphérie d'Addis-Abeba. Une dizaine d'entreprises internationales du secteur ont déjà manifesté leur intérêt pour intégrer ce parc de 279 ha. Ce parc permettra entre autres de réduire les besoins en importations de médicaments, très consommateurs de devises, sachant que l'Ethiopie importe plus de 85 % des médicaments consommés sur son sol.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ Côte d'Ivoire : 1000 Mds FCFA de chiffre d'affaire pour le secteur des Technologies de l'information et de la communication (TIC)

Le vice-président ivoirien, Daniel Kablan Duncan, a annoncé lors de la cérémonie d'ouverture de la 8^{ème} édition du Salon international du tourisme d'Abidjan (SITA), que le secteur des TIC représentait 200 000 emplois et 1000 Mds FCFA de chiffre d'affaire. Chaque jour, 17 Mds FCFA seraient échangés entre les 10 millions de clients de monnaie mobile. Le secteur représente aujourd'hui 7 % du PIB ivoirien, mais ambitionne d'augmenter cette contribution à 15 % d'ici 2020.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : 1^{ère} licence 4G attribuée à Celtel Niger, filiale de l'indien Bharti Airtel

Le Conseil des ministres a examiné et adopté le projet de décret accordant à Celtel Niger S.A, une licence mobile 4G, pour l'établissement et l'exploitation de réseaux et services de télécommunications mobiles de 4^{ème} génération. A l'issue de cette procédure d'attribution de la licence 4G, qui a mis en compétition les 4 opérateurs de téléphonie mobile - Atlantique Telecom Niger SA, Celtel Niger SA, Orange Niger SA et Niger Telecom SA -, Celtel Niger SA, filiale du groupe indien Bharti Airtel, a été déclarée adjudicataire provisoire de la licence 4G.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : deux accords de concession signés entre le ministre de l'Eau et de l'Énergie et la Sonatrel pour le transport

Ces accords transfèrent les compétences de transport d'électricité d'Eneo (filiale du groupe Actis en charge de la distribution d'énergie électrique) à la Société nationale de transport d'Electricité (Sonatrel). La signature de ces accords a marqué le démarrage effectif des activités de la Sonatrel dont la mission est de gérer le réseau de transport de l'énergie produite par les infrastructures mises en place par l'État camerounais.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : création d'un organe des usages du numérique

Le ministre des Postes et télécommunications a investi le 27 avril le tout premier directeur général du développement de l'économie numérique, Guy Roland Ntsimba, suite à la publication du décret n°2018-112 du 21 mars 2018. Cet organe technique aura pour mission de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique nationale de développement de l'économie numérique, ses stratégies et plan d'actions ainsi que la vulgarisation des TIC. S'y ajoute la responsabilité d'être force de proposition afin de favoriser l'inclusion numérique, promouvoir la gouvernance internet et la tarification des services et développer les incubateurs d'entreprises.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : lancement d'un fonds indiciel par l'Ecobank Development Corporation (EDC)**

Le groupe bancaire panafricain EDC a domicilié sur la place financière mauricienne l'*EDC Middle Africa Bond Index Fund* (MABI) qui repose sur l'évaluation des performances des marchés obligataires de sept pays de l'Afrique subsaharienne (Nigéria, Ghana, Kenya, Sénégal, Côte d'Ivoire, Togo et Bénin). Opérationnel depuis février 2018, les placements dans le fonds s'élèvent actuellement à environ 5 M USD mais les gestionnaires ont obtenu des engagements d'investissements représentant 150 M USD. Le fonds est géré par la société de services financiers locale Abax qui entend capitaliser sur le rôle de plateforme financière régionale de Maurice notamment entre l'Afrique et l'Asie.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : modernisation qatarie du port de Suakin**

En application d'une première phase d'un mémorandum d'entente signé entre les ports des deux pays, des grues et des remorqueurs ont été livrées au Soudan par le Qatar. Suakin, situé à 62 km au sud de Port Soudan, est utilisé pour l'exportation de bétail vers Djeddah.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : accord entre Globacom et Huawei pour le déploiement d'un nouveau câble sous-marin**

La société de télécom nigériane Globacom a signé un MoU avec le chinois Huawei Technologies pour la construction d'un câble sous-marin de fibre optique baptisé Glo-2. Partant de l'État de Lagos, il devrait rejoindre le littoral sud afin de remédier aux problèmes d'indisponibilité de service de télécommunication des plateformes offshore, ainsi que pour renforcer le réseau terrestre existant. Glo-2 s'ajoutera au câble existant Glo-1, déployé entre le Royaume-Uni et le Nigéria et entré en service en 2011.

✉ Pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : suspension du processus de vente de 9mobile**

La Haute Cour fédérale de justice d'Abuja a suspendu le processus de vente de 9mobile suite à la plainte déposée par certains actionnaires dont Afdin Ventures Limited et Dirbia Nigeria Limited. Ces derniers se plaignent d'avoir été écartés de toutes les décisions prises dans le cadre de la vente et craignent de perdre l'ensemble de leurs parts rachetées en 2009 à Karlington Telecommunications Limited et Premium Telecommunications Holdings NV. Ils réclament le remboursement de leur investissement qui s'élèverait à près de 43,4 M USD avant la poursuite du processus de vente, ainsi qu'un dédommagement d'1 Md NGN (un peu plus de 3 M USD).

✉ Pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : importante délégation française au sommet africain sur l'identité numérique ID4A**

Le 4^{ème} sommet annuel de l'identité numérique en Afrique (ID4A) s'est tenu à Abuja du 24 au 26 avril. Le sommet a donné lieu à de nombreux échanges sur les contrôles aux frontières, l'identification des réfugiés ou encore les systèmes modernes d'identité digitale. De nombreuses délégations internationales d'entreprises et d'agences publiques ont participé au sommet, parmi lesquelles plus de 20 sociétés françaises, dont Gemalto, l'Imprimerie Nationale, Orange, Famoco ou encore Copernic.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : Sierratel et la NATCOM menacées de sanctions pour dettes impayées**

L'Autorité nationale des impôts (NRA) de Sierra Leone a contacté la Commission nationale des télécommunications (NATCOM) ainsi que l'opérateur Sierratel pour réclamer le paiement de leurs dettes fiscales, s'élevant respectivement à 4,2 M USD et 14 M USD. Sierratel a déjà vu ses comptes bancaires gelés par le gouvernement jusqu'à épuration de sa dette. Si aucun délai n'a été fixé, les deux organisations pourraient prochainement se voir imposer des sanctions administratives.

✉ Pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Côte d'Ivoire : baisse de 8,8 Mds FCFA (13,4 M EUR) du bénéfice de la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE) en 2017

Le bénéfice après impôts de la CIE est passé de 10,8 Mds FCFA (16,5 M EUR) au 31 décembre 2016 à 2 Mds FCFA (3 M EUR) au 31 décembre 2017, soit une baisse de 82 % en glissement annuel. Le chiffre d'affaire est lui passé de 593,3 Mds FCFA (905 M EUR) à 589,6 Mds FCFA (899 M EUR), alors que l'excédent brut d'exploitation enregistre une baisse de 71 %, passant de 15,7 Mds FCFA (23,9 M EUR) en 2016 à 4,5 Mds FCFA (6,9 M EUR) en 2017.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : baisse de 26 % du bénéfice de la société Sucrivoire en 2017

Le bénéfice de la société Sucrivoire S.A est passé de 4,3 Mds FCFA (6,6 M EUR) à 3,2 Mds FCFA (4,9 M EUR) entre le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2017. Son chiffre d'affaire a augmenté de 6,4 % sur la même période pour atteindre 56,2 Mds FCFA (85,7 M EUR), alors que les charges d'exploitations sont de leur côté passées de 52,2 Mds FCFA (79,6 M EUR) à 63,9 Mds FCFA (97,4 M EUR). L'excédent brut d'exploitation a baissé de 17 %, passant de 17 Mds FCFA (26 M EUR) à 14 Mds FCFA (21,3 M EUR).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Dangote Cement envisage une levée de fonds et nomme Cherie Blair et Mick Davies à son CA

Dans le cadre de sa stratégie financière, Dangote Cement Plc a annoncé envisager à nouveau une cotation à Londres au cours des deux prochaines années afin de financer son expansion, l'entreprise prévoyant ainsi 350 M USD d'investissements pour l'année 2018. Dangote Cement chercherait également à lever 500 M USD au moyen d'un Eurobond, selon son directeur financier, Brian Egan. Joseph Makoju a été nommé directeur général permanent après l'avoir été pendant 4 mois à titre intérimaire, tandis que Mick Davis (ex-DG de Xstrata) et Cherie Blair (avocate et épouse de Tony Blair) ont été nommés au conseil d'administration.

✉ Barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Burkina Faso : Forum pharmaceutique international 2018 à Ouagadougou

Organisé du 21 au 23 juin 2018 par l'Inter ordre des pharmaciens africains (IOPA), l'Inter syndicale des pharmaciens africains (ISPHARMA), l'Association des centrales d'achat des médicaments essentiels (ACAME) et les Directions de la pharmacie et du médicament (DPM), le prochain Forum pharmaceutique international se tiendra à Ouagadougou. Il portera sur le thème "Le développement de l'industrie pharmaceutique et l'accès universel aux médicaments de qualité en Afrique".

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 5^{ème} édition du Sommet Choiseul Africa à Abidjan les 4 et 5 mai 2018

Première édition du Sommet Choiseul Africa en Afrique subsaharienne, cette rencontre réunira plus de 200 leaders économiques africains et européens. L'institut Choiseul est un think tank français indépendant spécialisé sur les questions stratégiques internationales et de gouvernance économique mondiale. Il publie chaque année le Choiseul 100 Africa, qui établit un classement des meilleurs managers africains de 40 ans et moins.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : Salon international de l'énergie et du pétrole en Afrique (SIEPA) du 3 au 4 mai 2018 à Dakar

Le SIEPA est organisé annuellement par l'association sénégalaise pour le développement de l'Énergie en Afrique. Il a pour objectif de dresser le bilan de l'avancée du développement des infrastructures et des réseaux électriques en Afrique de l'Ouest. Le thème de cette édition 2018 portera sur « L'énergie pour le développement en Afrique ».

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : atelier d'information organisé à Business France, le mardi 5 juin 2018

Le Nigéria est le « Géant d'Afrique » et il s'agit d'une étape incontournable dans le cadre d'une prospection en Afrique subsaharienne. La France est au premier rang en termes de stocks d'IDE, et le 1^{er} partenaire commercial du pays. Le potentiel de développement est considérable dans de très nombreux secteurs comme les filières agricoles, industrielles, télécommunications, infrastructures. En 2017, les efforts du gouvernement en vue de faciliter la reprise des investissements et la pratique des affaires se sont déjà traduits par une progression de 24 places au classement *Doing Business*. Le PIB de l'Etat de Lagos, capitale économique du pays, dépasse, avec plus de 100 Mrds d'USD, celui de la Côte d'Ivoire, du Cameroun, du Gabon et du Sénégal réunis (Banque mondiale, novembre 2017). Le Nigéria recèle de nombreuses opportunités d'affaires pour les entreprises françaises. Pour identifier les secteurs porteurs, comprendre l'environnement des affaires, et obtenir des conseils sur la meilleure approche de ce marché d'avenir, venez participer à l'atelier d'information Nigéria organisé à Business France le mardi 5 juin 2018.

✉ maryse.aziza@businessfrance.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

